

# Les relations formation-travail en sociologie et en anthropologie

JUDITH LÉGARÉ

CHERCHEURE AU CENTRE CANADIEN DE RECHERCHE SUR L'INFORMATISATION DU TRAVAIL

Lors de cette journée du 29 janvier, qu'a eu l'heureuse idée d'organiser l'ACSALF sur la formation et l'emploi en sociologie et en anthropologie, il m'est apparu évident que les discours respectifs des étudiants et des professeurs avaient de la difficulté à percer le mur des générations qui les sépare.

J'insiste sur le terme «générations» : d'une part les professeurs, qui ont pour beaucoup profité du statut particulier accordé aux sciences sociales dans les années 60 et 70 ; ils ont contribué de façon importante à définir le social et un État moderne «national» dans un Québec en développement et en mutation. Depuis le virage gestionnaire de l'État québécois, de moins en moins social et politique, ils se sont repliés sur leur propre milieu, le milieu académique, où les savoirs et approches disciplinaires se font concurrence.

De l'autre côté les étudiants, qui n'ont pas vécu ces belles heures du Québec en développement où les penseurs universitaires des sciences sociales étaient de tous les discours sur le devenir de la société et sur le rôle moteur de l'État, et contribuaient à en définir le sens. Ces étudiants se retrouvent dans une situation où le social a cédé le pas à l'économique et à l'administratif dans la définition de situations qui méritent l'attention, où le devenir social et culturel, où l'imaginaire collectif a perdu son sens. Ces étudiants se demandent ce que c'est que d'être sociologue ou anthropologue ici et maintenant.

On leur a dit que c'était la «précarité durable», la recherche de contrats pour un terme souvent très court qui les attendait. On a relevé la difficulté de cerner temporairement ce qu'on appelait dans les études conventionnelles sur les trajectoires de carrière «l'insertion professionnelle» comme amorce d'une carrière. Et «carrière» devait être progression linéaire pour signifier «réussite». On ne peut plus parler de qualité de l'insertion professionnelle dans ces termes, ni se centrer sur la valeur marchande du diplôme. Comme Gilles Simard l'a souligné, pour étudier cette qualité d'insertion,

on devra partir de la motivation du choix de la discipline qui va avoir un effet sur toute la suite du cheminement professionnel, on devra examiner aussi les stratégies d'acteurs déployées.

En fait ce jour là, les étudiants semblaient vouloir savoir s'ils s'étaient trompés de voie, s'ils s'étaient fourvoyés dans un cul-de-sac professionnel en s'orientant en socio. ou en anthropo., se demandant ce que ça fait un sociologue, ce que ça peut avoir comme spécificité dans le monde du travail. C'est là que la motivation de départ commence à jouer. La spécificité réside dans la façon propre de problématiser le social qu'ont les sociologues et anthropologues et qui approfondit et enrichit le travail d'une équipe.

Mais cette problématisation relève du «génie» de la sociologie et de l'anthropologie, pas d'un collage de cours, théoriques ou méthodologiques, ni même d'un cours isolé d'épistémologie des sciences sociales. Ce génie de la discipline doit traverser toute la formation des étudiants. Leur motivation à s'inscrire en sciences sociales les rendra plus ou moins ouverts à capter ce génie disciplinaire, et la contribution d'une formation à d'autres approches et disciplines leur rendra plus facile la délimitation de leur spécificité.

J'ai trouvé frappant que personne n'aborde cette question du génie des sciences sociales, ou des disciplines qui nous occupent. Les professeurs parlaient de savoirs contenus dans leurs programmes respectifs ; des employeurs étaient là aussi pour présenter certaines attentes plus spécifiques auxquelles peuvent avoir à faire face les finissants dans nos disciplines. On parlait ici de savoir-faire et de «qualités personnelles». Il me semble que pour les étudiants, l'un des problèmes était de faire le lien entre les différents discours. D'ailleurs on pourrait dire qu'effectivement ils ont besoin de grandes qualités personnelles pour construire à travers ces attentes éclatées leur propre identité professionnelle.

Il n'y a pas d'emploi de sociologue ou

d'anthropologue ; il y a des emplois occupés par des sociologues et des anthropologues, et qui le seront différemment par eux plutôt que par des diplômés en administration. Cette différence ne repose pas d'abord sur leur savoir-faire dans la construction d'instruments de mesure ou de collecte de données, mais bien dans la façon de poser le problème, d'en délimiter les contours, d'en examiner le processus de production, de questionner le bien-fondé de la définition théorique qu'on en donne, du regard qu'on y jette, du discours qu'on considère valide, etc. Bref, c'est la fonction critique du sociologue qui est la plus nécessaire actuellement, même si ce n'est pas elle qui sera d'emblée sollicitée.

Ceci m'amène à mon propos : il est vrai que l'État québécois, grand employeur de diplômés en sciences sociales dans les décennies précédentes, a pris un tournant qu'on pourrait qualifier d'administratif ; il est vrai aussi que les concurrents de nos finissants sont maintenant les diplômés en gestion, en administration publique, en journalisme et en communication et qu'on peut se demander ce qui fait la spécificité d'un sociologue ou d'un anthropologue dans une société d'où les préoccupations sociales sont évacuées au profit d'une rationalité administrative.

Eh bien je crois qu'il faut prendre le problème autrement. L'État est toujours commanditaire, non plus de recherche fondamentale en sciences sociales, mais de recherche évaluative, que les sociologues et anthropologues se doivent d'investir collectivement pour la détourner des strictes questions de mesure de l'atteinte d'objectifs, vers les questions de fond centrées sur la pertinence sociale. L'important est de ne pas abdiquer toute influence sur le social...

Les étudiants en sciences sociales sont confrontés, de fait, au même problème que les universitaires : une société «de gestion», «de rationalité technologique et technocratique», leur demande un apport utilitaire pour assurer leur survie en-dehors de leur contribution au devenir social con-

nue dans les années 70. Comment s'en sortir?

Les sciences sociales pourraient investir collectivement la recherche évaluative et ramener au coeur des questions celles qui sont le propre de leurs champs disciplinaires, celles qui visent la compréhension des processus de la dynamique sociale qui permettent d'en décèler le sens. Ils peuvent jouer d'influence en s'insérant dans les équipes sollicitées pour examiner l'atteinte d'objectifs qu'ils pourront re-questionner.

Pour ce faire, l'important est la maîtrise du génie de sa discipline, parce que les environnements de travail, les questions abordées et les thèmes touchés, les attentes de produit seront extrêmement variables selon les emplois, selon les contrats. Pour faire face à ce morcellement professionnel, il faut s'être construit une identité professionnelle, une image de sa propre compétence qui soit intégrée. Ça n'est pas tant dans l'emploi que se crée cette identité, mais déjà par l'intégration disciplinaire au fil de la formation. La formation universitaire est encore centrée sur la carrière académique. Dans le contexte actuel, on peut la dire désuète. Il serait plus approprié de dire qu'elle est inadéquate, et ce pour d'autres raisons. La formation dispensée dans nos disciplines à l'université morcelle (en chapelles, en méthodes, en techniques) au lieu d'intégrer. Ce que les sociologues et les anthropologues arrivent à vendre sur le marché du travail, ce sont souvent des savoir-faire pointus, ils sont donc à développer. Sauf que ces finissants n'auront pas d'impact dans leurs équipes de travail s'ils n'ont pas une conscience aiguë du rôle spécifique qu'ils peuvent jouer comme sociologue et anthropologue dans l'équipe. Ceci veut dire que par-delà les guerres de chapelles académiques, les universitaires doivent instiller dans leurs cours et dans leur relation aux étudiants ce qui constitue le génie de la discipline.

Reprenons : on a rapidement répondu à la question de l'apport spécifique du sociologue par l'hypothèse que ce serait sa capacité à problématiser ; on a dit que la faiblesse de la formation à cet égard serait l'absence de cohésion et de cohérence qui cède la place à une présentation de « morceaux choisis » au sein de la production disciplinaire ; on peut ajouter comme faiblesse l'absence de mise en pratique du va-et-vient entre question, problématique et méthode en situation réelle, qui permettrait à l'étudiant d'intégrer sa réflexion. Si on examine les conséquences de ces lacunes, on constate globalement que la con-

currence gagne et nous moule à ses approches (gestion ou intervention) puisque nos finissants n'arrivent pas à reconnaître leur contribution particulière avant d'intégrer des équipes de travail. Et ceci a de lourdes conséquences : on a beaucoup parlé au cours de cette journée de l'avenir des études d'impact et de l'évaluation. C'est vrai, l'État, et non seulement lui, en est un demandeur important, mais quand on constate de fait la faiblesse des questions posées avec la stricte vision administrative (avoir des données pour gérer) ou politique (j'entends électoraliste), on prend conscience de la responsabilité qui incombe aux sciences sociales pour ce laisser-faire dans la définition étatique des problèmes sociaux, des « clientèles-cibles », de la récupération des solidarités, de la pression aux modifications de comportement, etc.

Il va falloir une force collective, non seulement pour exercer une influence, mais pour supporter les anthropologues et sociologues qui vont y travailler pour qu'ils puissent y faire reconnaître leur spécificité. Il leur faudra contribuer autant à la question qu'à la technique de collecte et d'analyse des données pour la réponse. La recherche évaluative est un cas particulier d'application de la sociologie où les sociologues sont très présents, mais où leur apport spécifique n'est pas toujours évident : ici la nécessité de développer des connaissances utiles enferme souvent dans des questions de méthode, cruciales, mais qui ne sauraient être fondées que sur une démarche conceptuelle et une position épistémologique claires et articulées. L'évaluation et la recherche évaluative, où la tradition de gestion et d'épidémiologie sont omniprésentes, sont des mécanismes potentiels de développement des connaissances de la société sur elle-même, et de réinsertion de ces connaissances, que les sociologues et anthropologues ne peuvent négliger d'investir.

Le problème de la pratique sociologique dans un contexte de rareté et de précarité, c'est qu'il y a peu de place laissée au choix réel de la cause, du milieu. On a plus tendance à se conformer aux traditions culturelles ou aux demandes institutionnelles de ces milieux. On ne force pas autant la contribution spécifique, et souvent, dans les équipes multidisciplinaires, le sociologue sera considéré comme « sociologue de service » et aura un apport surtout technique. C'est pourquoi l'ACSALF a un rôle à jouer dans la visibilité et la reconnaissance de l'apport de la sociologie et de l'anthropologie à ce champ de connais-

ces.

Alors que le Québec a une position privilégiée pour développer une pensée originale et riche issue de deux traditions, on a maintenu dans nos départements des sciences sociales des guerres de chapelles qui ont empêché le développement d'une cohérence que les étudiants recherchent et doivent se construire par eux-mêmes. Les écoles françaises, insistant sur les cadres théoriques (où il y a déjà des guerres intestines), et les écoles américaines insistant sur la méthode et la mesure (où il y a d'ailleurs des sous-divisions entre les tenants et férus du quantitatif, la méthode expérimentale et quasi-expérimentale, et ceux du qualitatif, les psycho-sociologues), alors que la force spécifique du sociologue est l'intégration des deux pôles. Ceci fait qu'en arrivant sur le terrain, au travail, où le milieu attendra souvent du sociologue des données, s'il n'est déjà fort dans sa façon de lier le besoin de données à une façon de définir conceptuellement la question, il confortera le milieu et se moulera aux attentes où d'ailleurs la concurrence l'attend de pied ferme.

Il est fini le temps des grands penseurs qui marquent avec éclat l'orientation du social, mais il ne faut pas pour autant que les diplômés des sciences sociales abdiquent toute influence dans sa définition. Il faut s'insérer dans les groupes de recherche multidisciplinaires, avec une identité qu'on se sera clairement définie, une compréhension du contenu, des contours et des enjeux à notre contribution spécifique. Les universitaires doivent accepter de soutenir et renforcer chez les étudiants la formation de cette identité, basée sur l'essentielle « attitude sociologique ». Il faut pour ce faire qu'ils arrivent à reconnaître qu'il y a d'autres façons d'être sociologue et anthropologue, et influent, qu'en prenant l'avant-scène des débats publics ou en se confinant à la « seule bonne recherche », celle qu'ils produisent eux-mêmes dans la tour d'ivoire universitaire. Il est donc temps pour les universitaires de démontrer ouverture d'esprit et capacité de remise en question, reconnaissance et support à la recherche multidisciplinaire « hors les murs » et volenté d'assumer un rôle de direction intellectuelle efficace et pertinente. Leur rôle ainsi redéfini serait moins glorieux, mais permettrait l'émergence d'une relève plus compétente, responsable et sans nul doute créative. ■